

**Visite de l' «Abri » et conférence de M. le Conseiller d'Etat Pierre Maudet
(Compte-rendu de Jean-Claude Manghardt)**

Quel lien, nous direz-vous, entre l' «Abri » et la conférence de M. le Conseiller d'Etat Pierre Maudet ? Eh bien, c'est à ce dernier, alors qu'il était Conseiller administratif de la Ville de Genève, que nous devons la mise en valeur d'un site que nous avons eu le grand plaisir de visiter sous la conduite de son Directeur, M. François Passard. Cet abri de protection civile construit dans les années quarante et emblème de la terrasse Agrippa d'Aubinié, a été transformé, grâce à un partenariat public-privé, en un espace culturel actif dans la réinsertion de jeunes en difficultés et dévolu notamment à la création, à la musique, à la danse, à l'improvisation. En quelque sorte un « petit paradis pour figures émergentes ».

C'est dans l'une des salles de cet « Abri » que M. P. Maudet nous a fait l'honneur de nous présenter un diagnostic de l'économie genevoise et l'enjeu de société qui lui est lié sur le plan de l'insertion des jeunes dans le marché du travail.

M. Maudet a tout d'abord remercié la SGUP de concrétiser avec insistance une des vocations qui sont les siennes de s'intéresser au devenir des jeunes. Ce thème lui tient particulièrement à cœur puisqu'il s'est investi en politique dès le plus jeune âge, justement à travers le Parlement des jeunes et avec l'idée qu'il est primordial d'aider ces derniers à se prendre eux-mêmes en main pour assumer les responsabilités répondant à leurs intérêts, leurs préoccupations.

Dans un premier temps, M. Maudet a souhaité poser un **diagnostic** de l'économie genevoise qui pourrait d'ailleurs être résumé dans le fameux adage « *lorsque je m'observe, je me désole ; lorsque je me compare, je me console* ». Au regard de tant d'autres régions d'Europe et du monde, Genève dispose de plusieurs atouts essentiels :

- Avec un PIB cantonal très élevé, de l'ordre de CHF 50 milliards en 2013, Genève représente l'une des régions les plus riches du monde. Une de nos particularités est d'avoir 300'000 emplois à plein temps, mais seulement 200'000 actifs résidents, avec toutes les conséquences de cet état de fait en termes de vieillissement de la population, de mobilité et même au niveau politique ;
- Une structure économique extrêmement diversifiée couvre nombre de domaines phares comme la finance, le « trading », l'horlogerie, la chimie, ainsi que de nombreuses activités liées aux services. Notre économie est, par contre, assez centrée sur l'exportation et reste donc tributaire des aléas des taux de change ;
- La dimension internationale de notre économie dépasse de loin la taille de notre canton avec, notamment, plus de 900 entreprises multinationales, une multitude d'organisations internationales gouvernementales et non-gouvernementales, ainsi qu'un aéroport international ;

- Un grand potentiel de formation et d'innovation reste à disposition grâce, entre autres, au CERN, à notre Université, aux HES et à ce qui est souvent considéré par nos concurrents comme un atout majeur, l'apprentissage ;
- Un partenariat social développé fait que chez nous, normalement, la grève ne précède pas le dialogue intensif. Ce partenariat a permis de garder une certaine paix sociale et d'établir un nombre important de conventions collectives de travail.

Mais le ciel n'est pas tout bleu et des **nuages** s'amoncellent hélas à l'horizon :

- L'exiguïté de notre territoire devient de plus en plus pesante, avec une agglomération qui n'a pas toujours grandi de façon cohérente, ainsi qu'une frontière qui reste parfois un obstacle sur le plan politique et fiscal ;
- L'appréciation constante du franc suisse et l'abandon plus récent du taux plancher ont enlevé une certaine prévisibilité à notre industrie d'exportation ;
- La décision prise par le peuple le 9 février dernier pourrait pénaliser particulièrement un canton qui, pour toute une série de métiers, a un besoin indispensable de main-d'œuvre étrangère. Les contingents et tout ce qu'ils induisent génèrent une incertitude, tant pour les entreprises déjà établies sur notre sol que pour celles qui envisagent de nous rejoindre ;
- La réforme de l'imposition des entreprises au niveau fédéral, et plus particulièrement celle des holdings, devrait certes avoir des conséquences positives pour certaines entreprises qui verraient leurs charges s'alléger. C'est, par contre, une moins bonne nouvelle pour les sociétés multinationales qui, elles, subiraient une augmentation d'impôts, de même que pour l'Etat qui perdrait environ CHF 500 millions qu'il faudrait bien compenser, en tout cas en partie.

En résumé, les avantages concurrentiels de notre pays s'estompent petit à petit suite à des décisions populaires ou technocratiques et l'image si positive que nous avons réussi à construire au fil du temps s'estompe graduellement.

M. Maudet a finalement mis en lumière quelques enjeux auxquels nous serons tous confrontés à l'avenir, les plus jeunes avant tout.

Il convient tout d'abord, autant que faire se peut, d'être prévisible et donc de travailler sur le long terme. Les gesticulations coutumières de l'activité politique n'ont pas leur place en économie car les entrepreneurs ont besoin de signaux clairs, ne serait-ce qu'en matière de fiscalité ou de stabilité juridique.

Ensuite, nous devons accepter de prendre des risques pour innover et le secteur financier est appelé à assouplir ses conditions pour permettre à la fois la rénovation de l'outil de production et le soutien à l'éclosion de technologies nouvelles, par exemple dans le domaine des énergies renouvelables. Innover c'est pour l'Etat développer, en lien avec les universités et hautes écoles, des politiques proactives en soutenant les entreprises locales dans leurs efforts de diversification, en incitant de nouvelles entreprises à s'établir à Genève et en facilitant la jonction entrepreneur-investisseur par le biais du « venture capital » encore trop peu développé dans notre pays.

Enfin, le monde de l'économie et celui de la formation devront toujours plus se rapprocher pour que les meilleures chances nous soient données de faire correspondre offre et demande en matière d'emplois.

En ce sens, l'apprentissage devra continuer à être valorisé car c'est dans tous les domaines que nous aurons besoin de compétences nouvelles et de personnel qualifié. En agissant de la sorte, nous éviterons par là même un recours trop important à la main-d'œuvre étrangère.

C'est donc ensemble que l'Etat et l'économie privée devront faire en sorte de faciliter aux jeunes l'accès à un premier emploi et éviter de la sorte que ces derniers deviennent des victimes propitiatoires ou expiatoires, en d'autres termes la simple variable d'ajustement, d'une économie toujours plus tendue.

C'est autour d'un délicieux buffet, préparé comme à l'accoutumée de main de maître par notre collègue du Comité, Barbara Suter, que les échanges se sont poursuivis. Chacun(e) est finalement reparti convaincu(e) que l'enthousiasme, la détermination et le haut sens des responsabilités de notre Conseiller d'Etat ne seront pas de trop pour aider Genève à garder une économie dynamique, au sein de laquelle les jeunes sauront trouver les emplois leur permettant d'exprimer au mieux leurs talents.